

# Comment le MR marque déjà le budget 2018 de son empreinte

## WALLONIE Après cinq mois de travail, la griffe libérale se manifeste

- Le MR a patienté dans l'opposition, et le temps lui est compté avant les élections.
- Ses ministres wallons ont tenu à marquer les esprits rapidement. Le budget en témoigne.

**L**a majorité MR-CDH en place en Wallonie approuvera ce mercredi le premier budget de sa courte histoire. Il doit surtout incarner le retour aux affaires du MR après treize ans d'absence à ce niveau. Mais jusqu'à quel point la politique régionale porte-t-elle désormais la « griffe » libérale ?

Nous sommes partis à la recherche des touches de bleu les plus visibles dans ce budget et dans cinq premiers mois de travail. Les libéraux ont mis les bouchées doubles : ils doivent rapidement marquer les esprits avant la double échéance électorale. Le ministre Pierre-Yves Jeholet note toutefois que le temps a été compté et que l'ajustement budgétaire du printemps devrait refléter davantage l'influence du MR sur la Wallonie. On y trouvera trace par exemple de ce plan d'investissement annoncé par le ministre-président, mais qui n'apparaît pas au budget initial.

**1 La fiscalité.** Il s'en est fallu de peu, mais Jean-Luc Crucke a réussi le tour de force de boucler une réforme fiscale substantielle en un trimestre (*Le Soir* de mardi). C'est une empreinte libérale majeure. Bien qu'incomplète : la « stratégie » voulue par le ministre du Budget doit encore accoucher de ses mesures les plus spectaculaires, dont les réformes de la fiscalité automobile et du précompte immobilier. La disparition de la télé-redevance est à mettre au crédit du MR.

**2 Les vaches sacrées.** En quelques semaines à peine, plusieurs dossiers qui semblaient figés pour l'éternité ont repris goût à la vie. Le plus bel exemple est celui du service minimum dans les transports en commun. Le MR et le CDH n'ont pas fini d'en baver avec la détermination syndicale sur ce dossier, mais ils n'ont pas hésité à affronter un dossier qui a toujours été emblématique à leurs yeux.

Pierre-Yves Jeholet, lui, n'a pas pris le risque de mettre à plat l'ensemble de la politique des aides à l'emploi qui venait à peine de subir une réforme doublée d'une simplification. Mais le nouveau ministre s'est malgré tout attaqué à un très gros morceau : les points APE qui financent des dizaines de milliers d'emplois dans l'associatif et les pouvoirs locaux. On gèle, on évalue, on réformera. Et on sabre déjà : l'habitude avait été prise d'annuler le « trop-perçu » par les employeurs, à leur profit bien entendu, c'est de l'histoire ancienne.

Autre décision, façon « les pieds dans le plat » : la lutte contre le radicalisme au niveau communal. Willy Borsus et Valérie De Bue l'ont dit : ici aussi, retour à la case départ avec un nouvel appel à projets. « *Penser qu'en finançant quelques travailleurs sociaux, on a organisé structurellement la prévention du radicalisme en Wallonie, je n'y crois pas une seule seconde* », a dit le premier qui a égrené les

axes qui seront financés : mécanismes d'identification des vrais glissements vers le radicalisme, screening de certaines professions...

**3 Les économies.** Elles sont innombrables : 7,5 millions sur le fonds des provinces, 24,7 millions dans les frais de fonctionnement de l'administration et des pararégionaux, 2,5 millions promis dans les cabinets... Dans d'autres secteurs, les dotations sont gelées ou inférieures à l'inflation. Sans oublier une diminution dès le budget 2018 des subventions facultatives, et ce n'est pas fini : l'idée d'un cadastre intégral de ces subventions a été retenue, elle doit permettre, dit-on chez les libéraux, de mettre un terme au « règne du copinage » dans tous les secteurs d'activité.

Les représentants du MR au gouvernement sont bien décidés à ne rien laisser passer. Au hasard du débat budgétaire, Pierre-Yves Jeholet a ainsi annoncé une prochaine inspection sociale dans les 11 Missions régionales de l'emploi (MIRE) qui s'occupent des demandeurs d'emploi en décrochage : « *Il faut mieux comprendre les financements et les résultats obtenus.* »

**4 Les nouveaux aiguillages.** Dans certains cas, le MR n'hésite pas à revenir sur des accords tombés sous le gouvernement PS-CDH. Lors du débat budgétaire, le PS a ainsi mis en

évidence le cas de l'accord pluriannuel en faveur du secteur non-marchand. Le précédent exécutif avait travaillé sur le long terme, avec un premier effort de 10 millions d'euros dès le budget 2018. À ce stade, il faudra se contenter des cinq millions identifiés dans les budgets de la ministre Alda Greoli (CDH, Affaires sociales). La somme équivalente n'a pu être dégagée dans les crédits de

Pierre-Yves Jeholet, en charge de l'emploi. Pas encore, en tout cas.

A contrario, le MR effectue parfois de sérieuses courbes rentantes : les libéraux n'avaient pas de mots assez durs à propos de l'assurance autonomie lorsque Maxime Prévot (CDH) la défendait au nom de l'équipe PS-CDH ; les mêmes lui trouvent des qualités lorsqu'elle est portée par Alda Greoli, au nom d'un sacro-saint accord de majorité.

**5 Les études.** Le curseur MR se loge parfois dans des choix étonnants, mais pas forcément anecdotiques. Le subsidé au Mouvement wallon pour la qualité passe de 387.000 à 150.000 euros, par exemple. En fait, Willy Borsus veut mettre le holà sur les études, la sensibilisation, les audits, la communication, des postes souvent coûteux alors que les ressources existent en interne, notamment à l'Iweps. « *Avant que je signe pour une nouvelle étude, il faudra se montrer très convaincant* », résume le ministre-président. ■

ERIC DEFFET

## plan d'investissement Le CDH demande un effort de 500 millions d'euros par an

Il y a quelques semaines, le ministre-président wallon Willy Borsus (MR) annonçait l'imminence d'un « grand » plan d'investissement pour la Wallonie. On trouverait tous les détails sous le sapin de Noël, affirmait-il. Le temps presse désormais. L'aile CDH du nouveau gouvernement régional compte bien faire entendre sa voix. Elle n'a pas attendu cette échéance pour plancher sur ce dossier qui pourrait marquer les deux ou trois années au cours desquelles la coalition née l'été dernier aura pu travailler sereinement.

Les ministres humanistes s'entendent donc pour porter leur bonne nouvelle, et c'est René Collin (Agriculture, Tourisme, Patrimoine) qui s'en charge ici : « Nous avons pour objectif d'augmenter de manière significative tous les efforts déjà faits en matière d'investissements, dit le Luxembourgeois. Pour nous, le minimum est une enveloppe

complémentaire de 500 millions par an en faveur de la Wallonie. À l'échéance 2030, l'effort se chiffrerait déjà à six milliards en 2030, puis à onze milliards en 2040. »

Entendons-nous : « Il ne s'agit pas de gonfler le seul budget wallon de 500 millions, comme par miracle, et encore moins de générer de nouvelles recettes fiscales pour financer cet effort, souligne le ministre. Nous voulons mobiliser toutes les énergies à travers ce plan : privé comme public, régional comme fédéral, à travers son pacte d'investissement, mais aussi les pouvoirs locaux, l'Europe, chacun à son niveau. Il faudra compter sur une mutualisation des efforts entre les différents niveaux de pouvoir et sur un assouplissement des règles européennes. »

Pour le CDH, la priorité absolue doit être accordée aux investissements d'infrastructures par le poids qu'ils représentent à eux

seuls, mais aussi par les effets qu'ils induisent sur l'ensemble de l'économie, sur l'emploi, la santé... Trois domaines d'activité doivent être privilégiés : la mobilité, à travers des « grands travaux » mais pas uniquement, l'énergie et l'économie numérique...

« La démarche rencontrera le succès si elle s'éloigne de la logique des grands équilibres partisans », plaide René Collin.

Le parti centriste a identifié une foule de petits et moins petits projets qui peuvent tirer la Wallonie vers le haut. Pour la mobilité : les parkings de dissuasion, de nouvelles lignes de bus, des bornes électriques pour les voitures... Pour l'énergie : un effort massif pour l'isolation du bâti, des bâtiments neutres, la reconnaissance de l'autoconstruction... Pour le numérique : une Wallonie 100 % connectée dès 2028, notamment dans les espaces ruraux, la mise en place d'une vraie filière 4.0, le développement de l'e-santé... ■

E.D.